Collectif varois pour un audit citoyen de la dette publique

cac83@audit-citoyen.org Collectif national : www.audit-citoyen.org
Blog : cac83.overblog.com

Lettre du CAC 83 n° 29/2015 15 juin 2015

Dossier spécial solidarité avec le peuple grec

A quelques jours de la semaine européenne de solidarité en réponse à l'appel des mouvements sociaux grecs, nous publions en premier, dans ce dossier spécial, le texte de l'appel du mouvement grec « uni contre l'austérité et l'injustice sociale ; il permet de caractériser les grandes orientations de cette semaine de mobilisation, qui se déroulera dans plusieurs pays européens (une manifestation est prévue à Paris le 20 juin à 15h, de la Place Stalingrad vers la Place de la République. Puis vient le texte de la pétition lancée par le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique : vous pouvez signer cette pétition en allant sur le site du collectif audt-citoyen.org. Viennent ensuite deux articles qui nous apportent des arguments face à ceux qui croient aux bobards des banques et des gouvernements à leur service. Il y a l'article de Frédéric Lemaire qui répond aux idées reçues sur la dette grecque, idées reçues qui fleurissent dans les différents médias, qui sont pour la plupart propriété d'industriels ou de banquiers. Enfin nous terminons par Joseph Stiglitz, un économiste pas particulièrement gauchiste et prix Nobel d'économie, qui condamne la politique de l'Union européenne en direction de la Grèce.

<u>Page 2</u> : « A l'appel du mouvement grec : semaine d'action européenne du 20 au 27 juin »

<u>Page</u> : Signer l'appel «La Grèce, une chance pour l'Europe »

<u>Page</u> : Frédéric Lemaire « Réponses à quatre idées reçues sur la dette grecque »

<u>Page</u> : Joseph Stiglitz « dernier acte pour la zone euro »

A l’appel du mouvement grec : semaine d’action européenne du 20 au 27 juin

Publié le **1 juin 2015** par **Collectif pour un audit citoyen**

Nous publions ici la traduction française de l’appel des mouvements grecs « unis contre l’austérité et l’injustice sociale » du 29 mai 2015

L’issue de la bataille en cours contre l’austérité déterminera non seulement l’avenir des Grecs, mais aussi celui des peuples européens en lutte pour plus de démocratie et d’égalité. Avec les gouvernements précédents, la Grèce a servi de cobaye, mais c’est maintenant un exemple positif que certaines forces veulent écraser.

Il faut donc construire un front social et politique européen militant contre la pression des institutions de l’UE conduisant à l’asphyxie de la société grecque et à la reprise des programmes d’austérité déjà mis en œuvre durant quatre ans par les gouvernements précédents avec des résultats catastrophiques. Le peuple grec, par son mandat du 25 janvier, a condamné les politiques d’austérité ainsi que les lois contre les travailleurs et les programmes de privatisation. Les politiques soutenues par SYRIZA ont repris les exigences des mouvements syndicaux et sociaux européens des dix dernières années. Nous avons maintenant besoin de l’appui de ces mouvements pour repousser les pressions et faire avancer le programme progressiste de justice sociale. L’*Establishment* européen a besoin de châtier le contre-modèle de justice sociale et de démocratie défendu par les représentants de peuple grec, parce qu’ils en ont peur : Ne les laissez pas faire !

Jusqu’au mois de juin prochain, des négociations ont lieu entre le gouvernement grec et les institutions européennes. Pour les élites économiques, il est difficile d’accepter que quelqu’un conteste leurs politiques et propose un plan économique alternatif. Elles utilisent tous les moyens de chantage à l’égard du peuple grec et de son gouvernement. Montrez-nous que nous ne sommes pas seuls dans ce combat !

Nous devons faire pression sur ces institutions pour qu’elles mettent fin à ce comportement inacceptable et pour leur faire accepter que ce sont les citoyens européens qui doivent décider de leur avenir. Nous appuyant sur les récentes décisions de la réunion d’Athènes, le 2 mai, nous, une large coalition d’organisations sociales, de syndicats et de réseaux, d’intellectuels, d’artistes, d’organisations de migrants et de diverses forces politiques de gauche, verts et progressistes actifs en Grèce, nous proposons des actions internationales entre le 20 et le 26 juin, afin de créer l’environnement social et politique favorable qui permettra d’appuyer la lutte des Grecs. Nous souhaitons également accueillir un événement, ici à Athènes, le 27 juin, pour partager nos expériences et les vôtres en matière de mobilisations et de solidarité. Il est important que les peuples européens passent de spectateurs passifs à joueurs actifs de cette histoire.

Cet événement offrira l’espace nécessaire à ces acteurs pour exprimer leurs préoccupations concernant les négociations mais surtout pour remettre sur le devant de la scène la nécessité de faire contrepoids aux pressions systémiques contre les exigences du gouvernement grec contre l’austérité et pour la justice sociale. Il est extrêmement important d’envoyer un message politique clair. La société grecque ne résiste pas seule. Nous devons démontrer que nous sommes tous décidés à soutenir toutes les revendications de longue date du mouvement. Le peuple grec en votant en faveur d’un gouvernement de gauche pour les soutenir, a décidé de briser le consensus néolibéral. La solidarité et le soutien populaire massif permettront d’atteindre le meilleur résultat dans l’affrontement entre notre camp et l’élite politique et économique européenne.

Luttons pour une Europe de la dignité et de la solidarité et contre une Europe de profit, une Europe forteresse. Nous appelons toutes les forces sociales et politiques à participer à la semaine de solidarité et à construire des coalitions nationales puissantes pour soutenir la lutte européenne contre l’austérité.

SyndicalistesUnionists

- Trachanatzis Stathis : General Secretary of Athens Labour Unios Organization & Member of the Board of the General Confederation of Greek Workers
- Themistocles Amplas Chairman of the Board of Greece Transport Trade Union Federation
- Anna Kioutsokioglou – Poulaki / General Secretary Panhellinc Federation Of Tax Employees .
- Nouchakis Stavros : President of the Panhellenic Federation of Medical Representatives – Related Professions Pharmaceutical Industry
- Stamatis Theodoropoulos — Board Member GENOP / PPC
- Karagounis Athanasios -Board member of the Federation Administrative Employees Manpower Employment Organisation
- Parasoglou Vangelis Chairman of the Board of the Association of Workers in BSH
- Pasalidis Costas — Board Member SPARTAKOS / PPC
- Capella Kazatza Dimitrios — An. Board Member GENOP / PPC, Member of the Labour Centre of Trikala
- Moutakis Fotis — member DEI GENOP
- Nikos Xydakis President of the Union of Electric Workers Bus Athens Piraeus.
- Kelepoyris Paraskevas member of the board of Electric Workers Bus Athens Piraeus
- Saridakis Antonis member of the board of Electric Workers Bus Athens Piraeus
- Fragos John member of the board of Electric Workers Bus Athens Piraeus
- Ziogas Apostolis member of the board of Electric Workers Bus Athens Piraeus
- Karasoulos Dimitris member President member of the board of Electric administrators Employees Bus Athens Piraeus
- Kakoyros Dimitris President administrators of the board of Electric Workers Bus Athens Piraeus
- Vouziouris Alex President of administrators employees of Road Transport
- Tegea Michael — Secretary Union Technical PPC / Aitoloakarnania
- Kastrounis Sotiris — President BTB-EIF / PPC Paros
- Mihalatos Thomas-Dimitrios — Board Member GENOP / PPC
- Dimitris Papachristou — Chairman of the Workers' Association Board of Directors in Nursing Home Athens
- Paloukas Lefteris — Board Member GENOP / PPC
- Vassilis Damianos — Board Pensioners Federation PPC
- Nouchoutidis Maria — Board Pensioners Federation PPC

- Nouchoutidis George – ex. President Dockers Piraeus
- Apollonatos Memangelos Board member of the Association of Hospital Workers IASO
- Lampos Socrates President Association Medical Representatives Athens.
- Kalavanos John Board member of Union Workers newsagents Athens
- Boutsinas Stavros Board member of Bank of Piraeus Workers Association
- Taliakos Dimitris, Board of Association of Employees Bank Piraeus ‘
- Bellios Fotis,, Board of Association of Employees Bank Piraeus
- Arabpatzi Nasa, Member OF Audit Committee of Association of Employees Bank Piraeus
- Papatriantafyllou Nikos board member of the General Confederation of Greek Workers and member of the board of the National Bank Employees Association
- Giorgos Mylonas Deputy Executive Secretary of Athens Labour Unions Organization
- Yannis Anastasiou member of the Executive Secretariat of the Federation Employees of Bank
- Kavadias Antonis / member of Executive Secretarial of the Federation Employees of Bank
- Tziva Emilia / member of the General Council of the Federation Employees of Bank
- Nicholaou Naya board member of the Association of Employees of the bank Eurobank
- Sklavainas Andreas board member of the Association of Employees of the bank Eurobank
- George Spyropoulos board member of the Association of Employees of the bank Eurobank
- Kanavou Joanna board member of the Association of Employees of the National Bank
- George Petropoulos Member of the Executive Committee of ADEDY
- Kalomoiris Gregory Member of the Executive Committee of ADEDY Mercia
- Dimitris Member of the Executive Committee of ADEDY Zografaki Eleni Vice OLME
- Harisis George General Secretary of POST and member of the General Council of the Panhellenic Federation of Workers of Local Government-organizations
- Vassilis Gkitakos Vice Panhellenic Federation of Workers of Local Government-organizations
- Minas Monastiridis member of the Executive Committee of the Panhellenic Federation of Workers of Local Government-organizations

Organisations

- DIKTIO (NETWORK FOR POLITICAL AND SOCIAL RIGHTS)
- NETWORK OF IMMIGRANTS AND POLITICAL REFUGEES
- NIKOS POULANTZAS INSTITUTE

- SOLIDARITY FOR ALL
- ATTAC GREECE
- OPEN CITY (PLATFORM FOR THE MUNICIPALITY OF ATHENS)
- INICIATIVE FOR THE RIGHT'S OF PRISONERS
- SAVE ACHELOOS RIVER
- ECOLOGISTS RADICALS
- NETWORK OF YOUNG PRECARIOUS EMPLOEEYS
- OBSERVATORY OF INTERNATIONAL ORGANISATIONS AND GLOBALISATION
- CO-ORDINATING COMMITTEE OF THE CLEANING WOMEN OF THE MINISTRY OF FINANCE

Activistes/ personnalités publiques

- ALBANIS YANNIS : membre du Comité d'organisation du FSE Athènes
- BIRBAS DIMITRIS: Mayor of Municipality of Egaleo city.
- GEORGOULAS STRATOS : Assistant Professor of the University of Aegean and member of the Council of the Municipality of island Lesvos.
- GIANNOPOULOS NIKOS : member of the Organizing Committee of the ESF Athens
- KALIVIS ALEKOS : ex deputy President of GSEE
- KOUMARIANOS GRIGORIS : Vice Mayor of Municipality of New Filadelfia city
- PEPES ZOIS: ex member of the General Secretariat of GSEE (Central Federation of Greek Workers)
- TRIGAZIS PANOS: PRESIDENT OF THE OBSERVATORY OF INTERNATIONAL ORGANISATIONS AND GLOBALISATION
- VASILOPOULOS ARIS: Mayor of Municipality of New Filadelfia city
- LAMTZIDIS MANO

Signer l'appel
«La Grèce, une chance pour l'Europe»

Publié le **8 mai 2015** par **Collectif pour un audit citoyen**

Le collectif pour un audit citoyen de la dette publique lance un appel à mobilisation «La Grèce, une chance pour l'Europe», signé par de nombreuses personnalités, des responsables nationaux d'organisations syndicales et associatives, et soutenu par des responsables politiques issus de toute la gauche.

Cet appel dénonce le discours de discorde entre les peuples européens porté par les institutions européennes qui accusent des «Grecs irresponsables» et menacent de les exclure de la zone euro. Il rappelle que les audits citoyens de la dette publique en cours dans plusieurs pays européens (dont la Grèce et la France) démontent les discours mensongers sur l'orgie de dépenses publiques qui aurait soi-disant provoqué la flambée des dettes.

Il demande instamment à François Hollande de s'opposer à l'étranglement financier de la Grèce et de la démocratie en Europe ; et conclut sur un appel à mobilisation pour la semaine d'action européenne contre l'austérité et en soutien au peuple grec, organisée par les mouvements sociaux européens du 20 au 26 juin dans toute l'Europe.

NB : Si vous ne recevez pas le mail de confirmation, vérifiez qu'il ne soit pas arrivé par erreur dans le dossier «spam» ou «indésirable» de votre messagerie. Si vous rencontrez des problèmes techniques pour signer l'appel, informez-en nous via le formulaire dans la rubrique « contact ». La «politique de confidentialité» est celle d'une pétition classique ; seuls les champs nom et commentaire sont susceptibles d'être publiés.

Premiers signataires:

Fatima-Ezzahra Ben-Omar (Les efFRONTé-e-s), **Jean-Claude Chailley** (Résistance Sociale), **Thomas Coutrot** (Attac), **Jean-Baptiste Eyraud** (DAL), **Pascal Franchet** (CADTM), **Cécile Gondard-Lalanne** (Solidaires), **Elisabeth Gauthier** (Transform), **Bernadette Groison** (FSU), **Pierre Khalfa** (Fondation Copernic), **Bruno Lamour** (Collectif Roosevelt), **Philippe Martinez** (CGT), **Joëlle Moreau** (AC!), **Anne Querrien** (AITEC), **Jean Rousseau** (Emmaus International), **Patrick Saurin** (Sud-BPCE), **Henri Sterdyniak** (Économistes atterrés), **Maya Surduts** (Collectif pour les droits des femmes) ;

Christophe Alévêque (humoriste), **Etienne Balibar** (philosophe), **Michel Broué** (mathématicien), **Alain Caillé** (sociologue), **Carmen Castillo** (cinéaste), **Patrick Chamoiseau** (écrivain), **Eve Chiapello** (professeure en gestion), **Benjamin Coriat** (économiste), **Philippe Corcuff** (sociologue), **Alexis Cukier** (philosophe), **Frédéric Boccara** (économiste), **Jean Gadrey** (économiste), **Susan George** (auteure), **Alain Grandjean** (économiste), **Vincent Glenn** (cinéaste, Coopérative DHR), **Jean-Marie Harribey** (économiste), **Frédéric Lordon** (économiste), **Dominique Méda** (sociologue), **Edgar Morin** (philosophe), **Dominique Plihon** (économiste), **Yves Sintomer** (sociologue), **Patrick Viveret** (philosophe), **Sophie Wahnich** (historienne, collectif Interdemos) ;

Avec le soutien de responsables politiques de gauche : **Clémentine Autain** (Ensemble), **Olivier Besancenot** (NPA), **Eric Coquerel** (PG), **Emmanuelle Cosse** (EELV), **Gérard Filoche** (PS), **Pierre Larrouturou** (Nouvelle Donne), **Pierre Laurent** (PCF), **Christian Picquet** (GU), **Laura Slimani** (Jeunes Socialistes)

Réponses à quatre idées reçues sur la dette grecque

jeudi 4 juin 2015, par Fréderic Lemaire

Article paru dans *Lignes d'Attac* n° 101

Malgré l'ingérence et la pression des dirigeants de l'Union européenne, le peuple grec a décidé de prendre son destin en main et d'en finir avec les politiques d'austérité qui ont plongé le pays dans la misère et la récession. Dans les pays victimes de la Troïka, mais aussi dans de nombreux autres pays européens, cette victoire est perçue comme un formidable encouragement à lutter pour mettre un terme à des politiques profitables aux marchés financiers et désastreuses pour les populations.

A mesure que les négociations vont se durcir entre la Grèce et la Troïka, la propagande va s'intensifier et notre travail d'éducation populaire sur la question de la dette publique va devenir de plus en plus décisif. Pour contribuer à ce débat, voici des réponses à quatre idées reçues, véhiculées par les grands médias, sur la dette grecque.

Idée reçue No.1 : la dette grecque représenterait « une ardoise de 735 € par Français » (Le Figaro, 8 janvier), 636 € selon TF1 (2 février)

Pourquoi c'est faux. La France est engagée à hauteur de 40 milliards d'euros par rapport à la Grèce : une petite partie a été prêtée à ce pays dans le cadre de prêts bilatéraux, le reste étant apporté en garantie au Fonds européen de solidarité financière [**1**] (FESF), lequel a emprunté sur les marchés financiers pour prêter à la Grèce. Dans les deux cas, ces prêts sont déjà comptabilisés dans la dette publique française. Leur annulation n'augmenterait donc pas la dette.

La France devra-t-elle débourser ces sommes en cas d'annulation de la dette grecque ? Non, car en fait la France, comme la plupart des pays, ne rembourse jamais vraiment sa dette. Lorsqu'un emprunt vient à échéance, la France le rembourse en empruntant de nouveau. On dit que l'État fait « rouler sa dette ». La seule chose que perdraient les contribuables français, ce sont les intérêts versés par la Grèce, soit 15 euros par Français et par an [**2**].

La Banque centrale européenne (BCE) pourrait résoudre facilement le problème de la dette grecque. Elle pourrait rayer d'un trait de plume les 28 milliards d'euros qu'elle détient. Elle pourrait racheter aux institutions publiques (États, FESF) les titres grecs qu'elles détiennent, et les annuler également. Ou bien les transformer – comme le demande la Grèce – en obligations perpétuelles, avec un taux d'intérêt fixe et faible, et pas de remboursement du capital.

Idée reçue No.2 : « La Grèce devra rembourser sa dette » (Michel Sapin, 2 février) ; « Rembourser est un devoir éthique pour un État de droit » (Marine Le Pen, 4 février)

Pourquoi c'est faux. Sauf rares exceptions, un État ne rembourse pas sa dette : il ré-emprunte pour faire face aux échéances. Au budget de l'État figurent les intérêts de la dette, jamais la somme empruntée (le principal). Contrairement à un particulier, l'État n'est pas mortel, il peut s'endetter sans fin pour payer ses dettes. C'est la différence avec l'emprunt d'une famille qui, elle, est obligée de rembourser sa dette.

Mais quand les marchés financiers ne veulent plus prêter à un État, ou exigent des taux d'intérêt exorbitants, les choses se gâtent. C'est pourquoi en 2011, quand les banques ont pris peur devant les difficultés de la Grèce, la BCE et les États européens ont dû lui prêter.

C'est ce qui leur permet aujourd'hui d'exercer un brutal chantage en menaçant de couper les crédits à la Grèce si son gouvernement maintient les mesures anti-austérité promises aux électeurs : hausse du SMIC et des retraites, ré-embauche des fonctionnaires licenciés, arrêt des privatisations.

Chacun sait – même le FMI et la BCE – que l'actuel fardeau de la dette est trop lourd pour la Grèce. Une renégociation est nécessaire, portant sur une annulation partielle, sur les taux d'intérêt et l'échéancier. Il faut pour cela une conférence européenne sur la dette, comme ce fut le cas en 1953 pour celle de la République fédérale allemande.

Idée reçue No.3 : La Grèce, c'est une « administration pléthorique, 7 % du PIB contre 3 % en Europe », qui éprouve une « difficulté à lever l'impôt et à maîtriser les dépenses » (Claudia Senik, Paris School of Economics)

Pourquoi c'est faux. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les fonctionnaires représentaient en Grèce 7 % de l'emploi total en 2001, et 8 % en 2011, contre 11 % en Allemagne et 23 % en France (incluant la sécurité sociale). Les dépenses publiques de la Grèce représentaient, en 2011, 42 % du produit intérieur brut (PIB) contre 45 % en Allemagne et 52 % en France.

Mais alors pourquoi, dès 2007, avant même la crise financière et la récession, la dette publique grecque atteignait-elle déjà 103 % du PIB, faisant du pays le maillon faible de la zone euro aux yeux des marchés financiers ? Une étude récente [**3**] montre que la flambée de la dette grecque ne résulte pas du tout d'une gabegie de fonctionnaires et de prestations sociales. Les dépenses sont restées globalement constantes en pourcentage du PIB, de 1990 jusqu'à 2007.

Comme en France, ce sont les taux d'intérêt excessifs et les cadeaux fiscaux qui ont gonflé la dette [**4**]. Les taux d'intérêt exigés par les prêteurs entre 1990 et 2000 ont été extravagants : en moyenne 7,5 %, pour une croissance du PIB de 2,5 %. D'où un effet « boule de neige » : l'État grec s'est endetté pour payer cette hausse incontrôlée des intérêts.

Concernant les recettes publiques, dès l'entrée dans la zone euro en 2001, les riches Grecs ont fait la fête : entre 2004 et 2008, la Grèce a réduit les droits de succession, diminué par deux fois les taux d'imposition sur le revenu et décrété trois lois d'amnistie fiscale pour les fraudeurs5. Au total, avec des taux d'intérêt « raisonnables » et un simple maintien des recettes publiques, la dette grecque aurait été deux fois plus faible en 2007. Depuis lors, c'est essentiellement l'imposition de mesures drastiques d'austérité qui a contribué à l'explosion de la dette en provoquant une grave récession.

Idée reçue No.4 : « L'austérité, ça paye ! La Grèce repart en trombe. Selon les dernières prévisions de Bruxelles, la croissance sera cette année de 2,5 % en Grèce et 3,6 % l'année prochaine, ce qui fera d'Athènes le champion de la croissance de la zone euro ! [...] Bref, au risque de choquer : la détestée Troïka a fait du bon boulot ! » (Alexis de Tarlé, JDD, 8 février)

Pourquoi c'est faux. Les Grecs seraient-ils stupides d'avoir mis fin à une politique qui marchait si bien ? En 2014, le PIB de la Grèce est inférieur de 25,8 % à son niveau de 2007. L'investissement a chuté de 67 %. Le taux de chômage est de 26 %, alors même que nombre de jeunes et de moins jeunes ont dû quitter leur pays pour trouver un emploi. 46 % des Grecs sont au-dessous du seuil de pauvreté. Quant aux prévisions de Bruxelles, à l'automne 2011, elles annonçaient déjà la reprise pour 2013. Finalement, le PIB grec a chuté de 4,7 % cette année-là. Quel bon boulot !

Tous les économistes honnêtes le reconnaissent maintenant. Les politiques d'austérité imposées par les institutions européennes ont été catastrophiques pour la Grèce et l'ensemble de la zone euro. Elles ont plongé ces pays dans le chômage et la déflation. Les déficits ont certes été réduits, mais avec un coût social et économique monstrueux.

Et la dette a continué d'augmenter ! Pour la zone euro, elle est passée de 65 % à 94 % du PIB entre 2008 et 2014. L'austérité n'a pas payé, elle a au contraire enfoncé le continent dans la crise. En réduisant les impôts des hauts revenus et des sociétés, les États ont creusé les déficits, puis ont emprunté aux riches pour financer ces fameux déficits. Moins d'impôts payés d'un côté, plus d'intérêts perçus de l'autre, c'est le bingo pour les plus riches !

Conclusion

En Grèce comme dans les autres pays européens, l'effet des politiques d'austérité est le même : toujours plus de chômage, et toujours moins d'investissements publics pour préparer l'avenir. C'est la leçon du calvaire grec. Y mettre fin bénéficierait à toutes et à tous, car il faut stopper la récession que l'austérité crée partout et tirer les leçons de la crise pour s'engager dans un autre modèle de développement.

Ce travail autour des idées reçues sur la dette grecque est réalisé par le Collectif national pour un audit citoyen de la dette publique. Frédéric Lemaire en a ici assuré le résumé.

Quelques références

- Site du collectif pour un audit citoyen de la dette
- Petit guide de résistance à l'Europe austéritaire, Attac France, avril 2014
- Questions sur la dette grecque par Pierre Khalfa
- La dette grecque, une histoire européenne… par Catherine Mathieu et Henri Sterdyniak
- Cinq mensonges sur la dette grecque par Thierry Brun
- Syriza cernée par Frédéric Lordon
- Poker ? Backgammon ? Bras de fer ? La partie grecque décryptée sur Arrêt sur images (émission sur abonnement)
- La bien triste Europe de monsieur Leparmentier par Romaric Godin

Notes

[**1**] aux États de la zone euro. Cette aide est conditionnée à l'acceptation de plans d'ajustement structurel. Il a été remplacé par le Mécanisme européen de solidarité (MES) en 2012

[**2**] Ivan Best, La Tribune, 5 février

[**3**] Voir ici qui reprend la méthodologie du rapport du Collectif pour un audit citoyen de la dette

[**4**] Que faire de la dette ? Un audit de la dette publique de la France, mai 2014, 5 Etudes économiques de l'OCDE, Grèce 2009

DERNIER ACTE POUR LA ZONE EURO? PAR JOSEPH E. STIGLITZ

L'Économiste (Maroc) Édition N° 4544 du 2015/06/10

Les dirigeants de l'Union européenne continuent à jouer avec le feu avec le gouvernement grec.

Prix Nobel d'économie en 2001, Joseph E. Stiglitz enseigne cette discipline à l'université de Columbia après avoir dirigé le board des conseillers économiques du président Clinton et servi en qualité de directeur économique et de vice-président de la Banque mondiale. Il en a démissionné en 2000 et depuis il se montre très critique à l'endroit de l'institution. Écrit en collaboration avec Bruce Greenfield, son dernier livre s'intitule Creating a Learning Society: A New Approach to Growth, Development and Social Progress (Comment créer une société de la connaissance: une nouvelle approche de la croissance, du développement et du progrès social)

La Grèce a accepté plus de la moitié des exigences de ses créanciers; pourtant certains d'entre eux, notamment l'Allemagne, continuent d'exiger d'elle qu'elle adopte une politique qui a fait la preuve de son inefficacité et dont peu d'économistes pensaient qu'elle allait ou devait être appliqué.

Le basculement de la position budgétaire de la Grèce d'un grand déficit primaire à un excédent est pratiquement sans précédent, mais il était déraisonnable d'exiger d'elle un excédent primaire à hauteur de 4,5% du PIB. Malheureusement, au moment où la «troïka» (la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI) a inclus cette exigence abusive dans le projet d'accord financier international destiné à la Grèce, les autorités du pays n'avaient d'autre choix que de s'y soumettre.

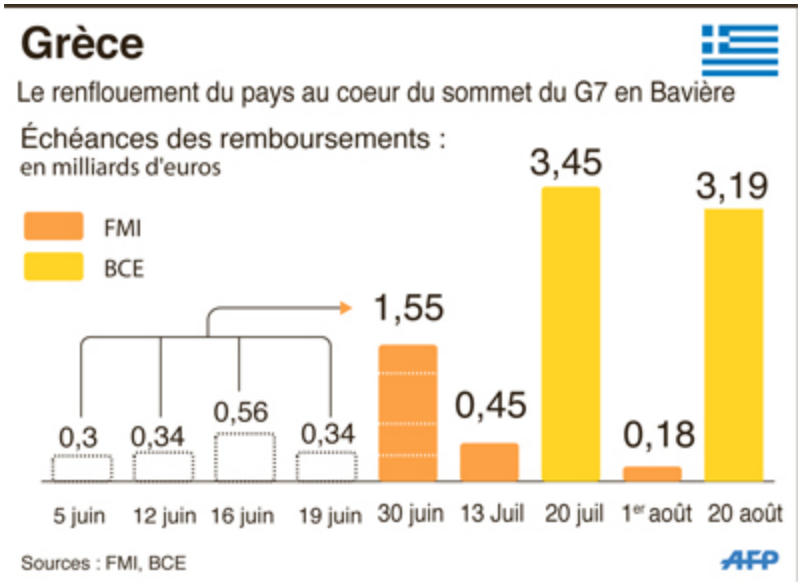
Étant donné la baisse de 25% du PIB que la Grèce a subi depuis le début de la crise, il est absurde de poursuivre cette politique. La troïka a très mal évalué les conséquences macroéconomiques des mesures qu'elle imposait. Elle prévoyait qu'avec l'austérité, en particulier la diminution des salaires, les exportations grecques augmenteraient et que la croissance reprendrait rapidement. Elle croyait aussi que la première restructuration de la dette suffirait à la rendre soutenable.

Ses prévisions se sont révélées erronées de beaucoup, et à de multiples reprises. Les électeurs grecs sont fondés à demander un changement de politique et leur gouvernement a raison de ne pas accepter une politique fondamentalement viciée.

Ceci dit, un accord est possible: la Grèce a exprimé clairement sa volonté de s'engager dans un processus de réformes et en a déjà mis en œuvre certaines en réponse à l'aide européenne. Un minimum de sens des réalités de la part des créanciers de la Grèce (sur ce qui est réalisable et sur les effets macroéconomiques des différentes réformes budgétaires et structurelles) permettrait un accord qui serait bienvenu non seulement pour la Grèce, mais aussi pour le reste de l'Europe.

Une partie de l'opinion (plus spécialement en Allemagne) ne se préoccupe pas trop d'une sortie de la Grèce de la zone euro. Le marché, dit-elle, en a déjà intégré le prix. Il en est même pour dire que ce serait une bonne chose pour l'union monétaire. Ce point de vue sous-estime les risques immédiats et futurs que présenterait une sortie de la Grèce. On a vu une indifférence du même genre aux USA avant la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008. La fragilité des banques américaines était pourtant connue depuis longtemps - au moins depuis la faillite de Bear Steams le mois de mars précédent. Néanmoins, en raison du manque de transparence (lié en partie à une insuffisance réglementaire), tant les marchés que les responsables politiques ont mal évalué l'interdépendance des différentes institutions financières entre elles. Le système financier mondial est encore marqué par les contrecoups de l'effondrement de Lehman. Le fonctionnement des banques reste opaque, ce qui les fragilise. Nous ne connaissons toujours pas le degré d'interdépendance des institutions financières,

notamment celui qui est lié à des produits dérivés opaques et aux CDS (crédit default swaps, contrats permettant de s'assurer contre le risque de défaillance d'un emprunteur).



Nous voyons déjà en Europe les conséquences d'une réglementation inadéquate et de la conception erronée de la zone euro. La structure de la zone euro ne pousse pas à la convergence, mais à la divergence: alors que les capitaux et les talents quittent les pays frappés par la crise, ces derniers ont de plus en plus de difficulté à rembourser leurs dettes. Les marchés comprenant de mieux en mieux que l'euro est intrinsèquement porteur d'une spirale économique descendante vicieuse, les conséquences de la prochaine crise seront graves. Or cette crise est inévitable, car inscrite dans la nature même du capitalisme.
Il n'est ni dans l'intérêt de l'Europe, ni du reste du monde que les liens d'un pays à la périphérie du continent se distendent avec ses voisins, tout particulièrement dans la période d'instabilité politique que nous connaissons. A proximité c'est le chaos au Moyen-Orient et l'Occident essaye de contenir une Russie qui redevient agressive. Quant à la Chine, non seulement elle détient les réserves les plus importantes de la planète, mais elle est devenue la première puissance commerciale et la première économie mondiale en termes de parité de pouvoir d'achat et elle concurrence l'Occident sur le plan économique et stratégique. Ce n'est vraiment pas le moment d'une désunion européenne.

Quand ils ont créé la monnaie unique, les dirigeants européens se considéraient comme des visionnaires. Leur regard portait bien au-delà du court terme auquel les politiciens accordent généralement la priorité. Malheureusement leur compréhension de l'économie n'était pas à la hauteur de leur ambition, et le climat politique du moment n'a pas permis la création d'un cadre institutionnel qui aurait permis à la monnaie commune de remplir pleinement son rôle. On pensait alors que l'euro allait apporter une prospérité jamais vue. Mais il est difficile d'identifier un véritable effet positif pour la zone euro dans son ensemble dans la période qui a précédé la crise. Par contre, depuis la crise, ses inconvénients sont évidents.
L'avenir de l'Europe et de l'euro dépend maintenant de la capacité des dirigeants de la zone euro à combiner un minimum de compréhension de l'économie avec la mise en œuvre effective de la solidarité européenne et une vision à long terme de celle-ci. Y réussiront-ils? Nous aurons sans doute un début de réponse à cette question vitale dans les prochaines semaines.

Le stratagème de retour à la confiance utilisé par Mario Draghi, le président de la BCE - sa petite phrase de 2012 selon laquelle les autorités monétaires feront «tout, quoi qu'il en coûte» pour sauver l'euro - a réussi jusqu'à présent. Mais du fait de la prise de conscience que le passage à l'euro n'est pas irréversible, cette ruse pourrait échouer la prochaine fois. Si les taux de rendement des obligations atteignent des niveaux stratosphériques, ce ne sont pas les assurances données par la BCE ou les dirigeants européens qui les feront redescendre, parce que tout le monde sait qu'ils ne feront pas «tout, quoi qu'il en coûte». Ainsi que l'exemple grec le montre, ils feront ce qu'exige une politique électoraliste à court terme, mais pas davantage. Je crains qu'il n'en résulte un affaiblissement de la solidarité européenne que l'euro était supposé renforcer. Il a eu l'effet inverse!

Traduit de l'anglais par Patrice Horovitz
Copyright: Project Syndicate, 2015. www.project-syndicate.org

See more at: http://www.leconomiste.com/article/972638-dernier-acte-pour-la-zone-europar-joseph-e-stiglitz#sthash.K67sC0q4.dpuf